



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/CN.14/720
17 février 1979

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quatorzième session /
Cinquième réunion de la
Conférence des ministres

Rabat, 20 - 28 mars 1979

DOCUMENT DE CONFERENCE

Point 20 de l'ordre du jour



COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT
ET COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction - - - - -	1 - 2	1
Mandat de la CEA - - - - -	3 - 4	1
Activités de CTPD et de CEPD en Afrique - - - - -	5 - 13	2
Propositions relatives à l'élaboration de programmes d'action communs en matière de CTPD et de CEPD entre la CEA et les autres organisations régionales - - - - -	14 - 30	5
CTPD et CEPD : aspects conceptuels et institutionnels - - - - -	31 - 35	9
Financement - - - - -	36	11

Introduction

1. L'un des phénomènes les plus importants qui se soient produits récemment est le fait que l'on ait commencé à se rendre compte que la coopération technique entre pays en développement constituait l'une des pierres angulaires de l'autonomie collective et que c'était sur cette base qu'il faudrait édifier un nouvel ordre économique international. Ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes internationaux ont fait des efforts énergiques pour traduire cette nouvelle pensée dans les faits. Les résolutions et déclarations sur la coopération économique et technique entre pays en développement adoptées par les instances internationales ont expressément reconnu les immenses possibilités qu'offrait la mise au point de nouvelles modalités en ce qui concerne l'assistance réciproque. L'attention a été attirée sur le caractère objectif de l'interdépendance économique et de la complémentarité des économies des pays en développement et sur la nécessité impérieuse de renforcer les mesures destinées à instaurer la coopération et une assistance réciproque ainsi que sur la mise en place de mécanismes appropriés afin de favoriser les efforts collectifs.

2. Deux importantes conférences mondiales portant aussi bien sur la coopération économique que sur la coopération technique entre pays en développement se sont tenues récemment et la CEA a participé à leurs travaux. La première est la Conférence de Mexico sur la coopération économique entre pays en développement qui a eu lieu en 1976 et la deuxième, la Conférence de Buenos Aires sur la coopération technique entre pays en développement qui s'est tenue en 1978. Les deux conférences ont adopté un plan d'action dans lequel la communauté internationale indiquait à nouveau clairement qu'elle était consciente du rôle capital que l'accession à l'autonomie effective des pays en développement devait jouer pour parvenir à instaurer un nouvel ordre économique international et réitérait son attachement à ce rôle.

Mandat de la CEA

3. Le plan d'action visant à promouvoir la coopération économique et technique à l'intérieur de l'Afrique et entre l'Afrique et les autres régions en développement est inspiré des résolutions suivantes adoptées à la quatrième réunion de la Conférence des ministres et à la treizième session de la Commission : résolutions 301(XIII), 302(XIII), 303(XIII), 311(XIII), 312(XIII), 317(XIII) et 325(XIII). Ces résolutions reprennent les recommandations figurant dans d'autres résolutions adoptées précédemment par diverses instances, et en particulier, la Conférence ministérielle africaine sur le commerce, le développement et les problèmes monétaires organisée par l'OUA, la CEA et la BAD à Abidjan en mai 1973, la quatrième Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Alger en septembre 1973, la Conférence des pays en développement sur les matières premières qui a eu lieu à Dakar en février 1975, la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA qui s'est tenue à Alger en novembre 1975, la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77 qui s'est tenue à Manille en février 1976, la cinquième Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Colombo en août 1976 et la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement qui a eu lieu à Addis-Abéba en septembre 1976 en vue de préparer la Conférence de Mexico consacrée au même thème. Par ailleurs, ce plan d'action reflète en partie celui qui a été adopté lors de la Conférence sur la CTFD qui s'est tenue à Buenos Aires en septembre 1978.

4. L'exposé succinct ci-après permet de mettre en relief certaines des caractéristiques les plus marquantes du programme de travail de la CEA en ce qui concerne les activités de CTPD et de CEPD, sans s'étendre sur la distinction entre ces deux types d'activité. Ce programme est élaboré conformément au mandat assigné à la CEA dans les résolutions susmentionnées et il est loin d'être exhaustif, du fait, en grande partie, des ressources limitées disponibles. En premier lieu, certaines activités importantes en cours dans le domaine de la CTPD et de la CEPD tant en Afrique même qu'entre l'Afrique et les autres régions en développement seront examinées. Ensuite, un certain nombre de propositions précises seront formulées pour indiquer la direction dans laquelle on escompte que la collaboration interrégionale en matière de CTPD et de CEPD s'orientera à l'avenir.

Activités de CTPD et de CEPD en Afrique

5. Ces activités ont bien entendu trait au programme de coopération intrarégionale de la CEA et, à ce titre, elles sont pour la plupart exécutées par l'intermédiaire du mécanisme institutionnel constitué par les cinq centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOCs) qui ont récemment été mis en place dans la région africaine. Un rapport détaillé sur l'activité des MULPOCs a été présenté et examiné à la septième session de la Conférence des planificateurs africains qui s'est tenue à Addis-Abéba en décembre 1978 et c'est maintenant la Conférence des ministres qui en est saisie. Néanmoins, on peut détacher un ou deux points de caractère général qui méritent d'être particulièrement soulignés.

6. Le premier de ces points est que la coopération économique et technique en Afrique est un phénomène ancien qui a une longue histoire qui remonte certainement à la période précédant l'indépendance. En fait, il se peut que certains anciens mouvements de coopération, aujourd'hui disparus ou sur le déclin, aient atteint un degré de réussite qui reste à ce jour inégalé. Ce qui est nouveau ce n'est donc pas que l'on s'efforce de mettre sur pied des organisations de coopération mais que l'on tente de les créer sur de nouvelles bases - c'est-à-dire sur la base d'une nouvelle philosophie de la coopération et de l'intégration économiques visant à favoriser l'accession à l'autonomie nationale et collective de façon à progresser sur la voie de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le développement national et le développement international sont ainsi considérés comme inséparables, la coopération internationale devenant partie intégrante du processus de planification du développement national. Dans cette nouvelle optique, la lutte pour le développement en Afrique prend la forme d'une lutte commune de tous les pays en développement de ce continent, lutte qu'ils gagneront ou qu'ils perdront tous ensemble, selon que la coopération multinationale réussira ou échouera.

7. C'est cet axiome philosophique fondamental qui est à l'origine de la création des MULPOCs de la CEA et qui est au coeur de leurs programmes de travail. Dans l'idéal, l'Afrique n'a besoin que d'un seul MULPOC. Il faut considérer la création des cinq MULPOCs sous-régionaux actuels simplement comme un moyen pragmatique de tendre vers cet idéal, comme un modus operandi commode permettant à ceux qui sont au contact des réalités quotidiennes du développement de s'attaquer aux problèmes particuliers auxquels se heurte chaque sous-région de façon à préparer le terrain pour une coopération

et une intégration économiques plus solides et permanentes à l'échelon régional. C'est en fonction de ces données et également compte tenu des ressources limitées disponibles, qu'il faut examiner et évaluer les projets prioritaires choisis pour les MULPOCs et la place prédominante faite à des secteurs essentiels comme la promotion des échanges commerciaux, le perfectionnement de la main-d'oeuvre, le développement rural intégré, l'industrie, l'agriculture et les transports et les communications.

8. Le deuxième point de caractère général est que l'on envisage de faire du programme des MULPOCs le point de convergence des efforts combinés de tous les organismes des Nations Unies et des autres organisations multilatérales qui s'occupent du développement économique de l'Afrique. Bien entendu les MULPOCs n'essaient pas de faire double emploi avec les institutions spécialisées et encore moins de se substituer à elles, car certaines d'entre elles disposent de ressources beaucoup plus importantes qu'ils n'en ont eux-mêmes et sont plus fermement établies dans leur propre domaine de compétence. Le rôle des MULPOCs est plutôt de constituer un mécanisme institutionnel indispensable qui permettra de faire en sorte que les activités de tous les organismes de développement qui jouent un rôle dans la région africaine soient bien synchronisées et coordonnées, que l'utilisation des maigres ressources nationales et internationales soit gérée comme il convient et que tous ceux qui contribuent au développement unissent leurs efforts pour essayer d'atteindre les mêmes objectifs publics déclarés.

9. Bien entendu, certaines activités de CTPD et de CEPD en Afrique ne relèvent pas de la compétence des MULPOCs. En général, il s'agit d'activités de caractère régional, qui dans certains cas, ont été entreprises avant la création des MULPOCs. C'est ainsi que des centres intergouvernementaux visant à favoriser la coopération économique et technique dans des domaines bien déterminés ont été créés avec l'appui de la CEA. Parmi eux figurent le Centre régional africain de technologie, le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est, le Centre régional pour les services d'établissement de levés et de cartes, le Centre régional de formation en matière de levés aériens, le Conseil africain de la télédétection et l'Organisation africaine d'achats et de fournitures. Malheureusement, toutes ces institutions ne bénéficient pas d'un appui matériel adéquat de la part des Etats membres. La CEA continue à s'efforcer de convaincre ces derniers de la nécessité d'apporter à ces institutions un soutien actif s'ils veulent que se concrétisent les énormes possibilités qu'elles possèdent pour ce qui est de cimenter les liens qui existent entre les pays africains en matière de coopération économique et technique.

10. Outre les programmes bénéficiant de l'appui de la CEA, toute une variété de programmes de CTPD et de CEPD sont entrepris directement sous les auspices des organisations intergouvernementales africaines. Bien que ces activités ne fassent pas officiellement partie du programme de travail de la CEA, cette dernière, le PNUD et, en fait, l'ensemble du système des Nations Unies apportent un appui moral et matériel aux travaux de ces organes gouvernementaux conformément à l'esprit des résolutions et des plans d'action en faveur de la CTPD et de la CEPD. Il n'est pas possible de récapituler ici toutes les activités des organisations intergouvernementales, mais peut-être convient-il de donner un aperçu de la façon dont la CEA prête son concours.

11. En premier lieu, la CEA publie et met à jour en permanence un Répertoire des organisations intergouvernementales en Afrique dans lequel on trouve un résumé de leurs buts et de leurs activités ainsi que tout renseignement pertinent concernant les moyens institutionnels de formation, les services de consultants, etc. dont disposent ou disposeront certains pays africains et qui sont ou seront accessibles à d'autres pays africains. Il ne faut pas sous-estimer l'importance d'un bon système d'information en Afrique en matière de CTPD et de CEPD; cette importance est semblable à celle du système d'orientation par l'information (SOI) que le PNUD a jugé nécessaire d'instituer à l'échelon mondial aux fins de la CTPD.

Parmi les autres études du même type qui ont été publiées, on peut citer le Répertoire des démographes africains et un Répertoire des spécialistes africains et des organisations de consultants publiés tous les deux ans; il existe en outre des publications statistiques qui paraissent régulièrement.

12. En second lieu, la CEA effectue des études fondamentales qui constituent le point de départ nécessaire pour la formulation de projets multinationaux de CTPD et de CEPD. Pour concevoir ces projets, il est absolument indispensable de connaître les besoins des divers pays en développement et de savoir ce qu'ils peuvent offrir. Le rassemblement, l'analyse et la diffusion de données de base constituent donc une activité nécessaire pour appuyer la CTPD, ne serait-ce que parce qu'il est ainsi possible d'identifier comme il convient les problèmes qui se posent et, de ce fait, de mieux concevoir les solutions à appliquer. Les pays africains se heurtent à de nombreux problèmes semblables qui découlent de leur héritage commun mais ils ont également à faire face à un certain nombre de problèmes particuliers qui varient totalement d'un pays à l'autre. Des problèmes qui paraissent identiques, similaires ou différents peuvent ou non se prêter à des solutions identiques, similaires ou différentes. Il se peut qu'il n'y ait pas de problèmes - types appelant des solutions - types. La nature des problèmes et les solutions probables sont des questions qu'il faut examiner avec soin et il ne faut pas s'imaginer connaître les réponses à l'avance, si l'on veut éviter de commettre des erreurs coûteuses en donnant à la CTPD une mauvaise orientation.

13. Il s'ensuit que dans chaque situation déterminée, la quantité et le type de données nécessaires ont tendance à varier en fonction du type de problème considéré. Dans certains cas, même les renseignements de base élémentaires, véritables matériaux de construction, nécessaires pour pouvoir formuler les projets de façon concrète peuvent faire défaut; dans d'autres cas, on peut avoir besoin de renseignements plus élaborés qui ne peuvent être obtenus qu'à partir d'études approfondies expressément conçues à cette fin et qui permettent de trier soigneusement des données secondaires; dans d'autres cas encore, il peut être avant tout nécessaire de mettre au point de nouvelles méthodes et des formules théoriques qui peuvent avoir une influence sur les anciens problèmes et les anciennes solutions. Le programme de travail de la CEA contient des exemples illustrant tous ces cas. C'est ainsi que la CEA a achevé d'élaborer en 1978, avec la collaboration du PNUD, un document détaillé intitulé "Coopération technique entre pays africains" (DP/TCDC/RAF/11) et qui³₄ contient une description générale, pays par pays, des accords de coopération technique entre les pays d'Afrique et entre ces derniers et d'autres pays en développement.

Cette étude révèle également la nature de l'assistance dont divers pays d'Afrique ont besoin et de celle qu'ils peuvent se fournir mutuellement dans des secteurs tels que formation de la main-d'oeuvre, le développement des infrastructures, l'agriculture et l'industrie. Ces renseignements de base de caractère général, comme ceux qui ont été rassemblés dans le Répertoire des organisations intergouvernementales en Afrique et dans les autres répertoires déjà mentionnés, constituent un contexte essentiel dans lequel la CEA, les organisations gouvernementales ou d'autres organes intéressés pourraient concevoir et effectuer des études plus poussées portant très précisément sur certains projets de CTPD bien déterminés.

Propositions relatives à l'élaboration de programmes d'action communs en matière de CTPD et de CEPD entre la CEA et les autres organisations régionales

14. On trouvera aux chapitres V et VIII du Rapport biennal du Secrétaire exécutif pour 1977-1978, dont la Conférence des ministres est saisie un résumé succinct des activités interrégionales de CTPD et de CEPD qui sont actuellement incluses dans le programme de travail de la CEA. Dans le présent document, il s'agit simplement d'indiquer les nouvelles orientations qu'il a déjà été décidé ou envisagé de suivre pour permettre un développement plus poussé de la CTPD et de la CEPD à l'échelon régional.

a) Projet de programme commun entre la CEA et la CEPAL

15. Les secrétariats de la CEA et de la CEPAL sont convenus d'élaborer un programme de travail commun et dans une résolution adoptée à la septième session de la Conférence des planificateurs africains, à laquelle assistait également le Secrétaire exécutif de la CEPAL, il est recommandé que ce programme commun soit approuvé par les organes directeurs respectifs des deux commissions régionales. La présente réunion sera donc l'occasion d'examiner et d'adopter les propositions présentées conjointement par la CEA et la CEPAL, ainsi que d'autres propositions, afin de les inclure officiellement dans le programme de travail de la CEA. On espère que l'organe directeur de la CEPAL fera de même. Les domaines auxquels il est recommandé de s'intéresser en priorité en 1979-1980 sont notamment la promotion des échanges commerciaux, la mise en valeur des ressources humaines et l'adaptation, le transfert et l'exploitation des techniques pertinentes 1/. On compte que des mécanismes appropriés permettant un dialogue et un échange de renseignements permanents en matière de CTPD et de CEPD seront mis en place avec l'assentiment des gouvernements des pays d'Afrique et d'Amérique latine.

16. Des consultations sont en cours entre les secrétaires exécutifs des commissions régionales et les directeurs des bureaux régionaux du PNUD au sujet des projets interrégionaux de CTPD qui doivent être financés par le PNUD et exécutés conjointement par les secrétariats des diverses commissions régionales.

1/ Pour de plus amples détails, voir le document E/CN.14/717.

b) Projet de programme commun entre la CEA et la CEAO

17. En vertu de la résolution 301(XIII) de la Conférence des ministres et conformément à l'esprit des plans d'action relatifs à la CTPD et à la CEPD, la CEA propose que les secrétariats de la CEA et de la CEAO entreprennent le programme d'activités interrégionales de coopération ci-après.

i) Création d'une banque de données

18. Il ne s'agit pas d'une nouvelle proposition. Les deux secrétariats ont déjà eu des consultations préliminaires au sujet de ce projet. Tous deux ont pris une première série de mesures dans leur domaine de compétence pour exécuter le projet. Ce qu'il faut maintenant, c'est élargir ces activités et les compléter notamment :

- en organisant des réunions communes des deux secrétariats pour leur permettre de mettre en commun leurs dossiers et de synchroniser les conclusions auxquelles ils auront abouti;
- en identifiant les lacunes dans les données;
- en concevant de nouvelles façons de combler ces lacunes;
- en décidant d'utiliser les données en commun et de façon mutuellement avantageuse.

ii) Le problème de l'exode des compétences

19. Ce problème a maintenant pris des proportions inquiétantes. Le projet relatif à l'exode des compétences constitue de toute évidence une priorité pour la CEA et la CEAO. Les deux secrétariats ont déjà entrepris des travaux préliminaires à ce sujet, y compris une étude de l'exode des compétences dans les pays arabes de l'Afrique du Nord. Il faut que les deux secrétariats collaborent à l'étude de ce phénomène particulier que constitue la migration de la main-d'oeuvre qualifiée des pays pauvres vers les pays riches, et qu'ils concentrent leur attention sur ses multiples aspects, comme par exemple :

- les principaux facteurs qui entrent en jeu tant dans les pays qui fournissent la main-d'oeuvre que dans ceux qui l'accueillent;
- l'analyse des catégories professionnelles, ou des spécialités touchées par cette migration et des caractéristiques professionnelles, sociales et démographiques correspondantes;
- les mesures correctives qu'il est possible d'envisager de la part des pays qui fournissent la main-d'oeuvre, de ceux qui l'accueillent ou des deux à la fois. Il convient également d'examiner le rôle que doit jouer la communauté internationale.

c) Projet de programme commun entre la CEA et la CESAP

20. Les secrétariats des deux commissions régionales collaborent déjà étroitement à plusieurs projets visant à promouvoir la coopération économique et technique entre eux. Il est proposé d'élargir et d'intensifier cette collaboration en ce qui concerne trois projets prioritaires.

i) Etude des liens entre les unions de paiement des pays en développement

21. Le secrétariat de la CEA a mené à bien des études préliminaires concernant l'instauration de relations entre les unions de paiement des pays en développement. Ces études viennent étayer les travaux actuellement entrepris, sous l'impulsion de la CNUCED, par le Comité de coordination sur les arrangements multilatéraux en matière de paiements et sur la coopération monétaire entre pays en développement, travaux auxquels la CEA et la CESAP ont été invitées à collaborer. Si elles sont bien planifiées et bien coordonnées, ces études réalisées par les régions en développement pourraient constituer une base solide à partir de laquelle pourraient être élaborées des politiques monétaires et dans le domaine des paiements qui permettraient d'atteindre un niveau d'indépendance et d'autonomie collective supérieur dans ce secteur notoirement délicat. Ce n'est qu'en agissant ainsi que les pays en développement peuvent espérer renforcer leur pouvoir lors des négociations collectives sur les questions monétaires et commerciales qui se déroulent dans le cadre du FMI, de la CNUCED et d'autres organes de négociations.

ii) Organisations commerciales d'Etat (OCE)

22. Tant dans la région de la CEA que dans celle de la CESAP, les organisations commerciales d'Etat occupent une place de plus en plus importante. La CNUCED a déjà entamé une étude sur les OCE des pays en développement et il existe une possibilité d'instaurer une collaboration fructueuse entre diverses régions en développement, et notamment entre la CEA et la CESAP, en vue :

- de s'informer sur les problèmes communs que rencontrent les OCE et sur les possibilités communes qui s'offrent à elles et de chercher à adopter une démarche commune;
- en particulier, de rechercher une démarche commune qui permettrait aux OCE des pays en développement de coopérer efficacement avec les sociétés privées et plus particulièrement les sociétés transnationales ou de les concurrencer efficacement;
- de tirer profit de leur expérience respective, et d'échanger des compétences et des connaissances techniques conformément à l'esprit de la CTFD.

iii) Promotion des échanges commerciaux

23. Des efforts inlassables sont déployés et doivent être poursuivis pour trouver des moyens d'accroître les échanges commerciaux tant intrarégionaux qu'interrégionaux. Les uns et les autres constituent des éléments essentiels pour tenter d'échapper aux traditionnelles relations de dépendance et pour instaurer un nouvel ordre économique international. Les échanges commerciaux interrégionaux font partie intégrante des efforts accomplis pour jeter des ponts entre pays du sud.

24. La CEA et la CESAP ont déjà entrepris une étude commune sur la promotion des échanges commerciaux entre l'Afrique et les pays en développement d'Asie et du Pacifique; elle doit être poursuivie et avoir essentiellement pour objet :

- d'identifier ou de développer les importations ou les exportations de produits qui présentent un intérêt pour les deux régions;
- de partager les connaissances techniques et les connaissances spécialisées utiles à la mise en valeur des produits et à la commercialisation des marchandises produites dans les deux régions;
- de mettre au point simultanément des arrangements en matière de paiements et des accords de compensation à mesure que le volume des échanges entre les deux régions augmente, de façon qu'elles atteignent toutes deux un degré très élevé d'autonomie en ce qui concerne leurs échanges commerciaux, tout en renforçant la situation de leur balance des paiements.

d) Projet de programme commun entre la CEA et la CEE

25. Aux fins du présent exposé, la Méditerranée peut être considérée comme la mer qui relie les deux régions d'Europe et d'Afrique et non comme celle qui les sépare. On peut donc naturellement considérer que les projets interrégionaux entre la CEA et la CEE tendent à établir des liens entre les pays de l'Afrique du Nord qui sont membres de la CEA et les pays de l'Europe du Sud qui font partie de la CEE, ces deux groupes de pays étant riverains de la Méditerranée.

26. Dans la résolution 303(XIII) de la Conférence des ministres, la CEA envisage un grand nombre de domaines de coopération possibles mais en fait l'ampleur de la collaboration effective entre les deux commissions est restée limitée. Deux projets particuliers, qui présentent un intérêt pour les deux commissions, exigent la participation d'autres institutions spécialisées des Nations Unies. C'est ainsi que la CEA collabore à un projet du PNUD financé par la FAO dans le domaine de la sylviculture et que la CEE collabore avec le PNUE à l'élaboration de mesures de lutte contre la pollution en Méditerranée. En outre, la CEA joue un rôle actif dans la création d'associations de producteurs dans la région africaine et elle a participé, avec la CEE et d'autres commissions régionales, à des conférences sur ce sujet organisées sous les auspices de la CNUCED. Dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des investissements étrangers, il existe de vastes possibilités de collaboration entre la CEA et la CEE mais, jusqu'à présent, elles n'ont pas été exploitées.

27. Il est proposé qu'au cours du prochain exercice biennal, trois projets précis qui présentent un intérêt pour les deux régions reçoivent une attention particulière :

i) Lutte antipollution

28. La collaboration entre la CEE et le PNUE devrait se poursuivre avec une participation plus directe de la CEA.

ii) Sylviculture et industries forestières

29. Il existe de vastes possibilités en regard desquelles la portée de l'actuel projet CEA/FAO est très limitée. Outre les questions d'environnement et de préservation des sols liées à l'aménagement forestier, il faut étudier de manière approfondie toute la gamme de produits forestiers possibles - du bois d'oeuvre au papier et à la pâte à papier - et les exploiter pleinement tant du point de vue de la demande que de celui de l'offre.

iii) Sociétés transnationales

30. La CEA et la CEE n'ont actuellement aucun projet commun en ce qui concerne les sociétés transnationales. Il est proposé que les deux secrétariats mettent au point un projet interrégional commun allant à peu près dans le même sens que les projets interrégionaux relatifs aux sociétés transnationales actuellement entrepris par la CEA et la CEPAL d'une part et par la CEA et la CESAP de l'autre. La région européenne est le théâtre d'opérations, sinon le lieu d'origine, de nombreuses sociétés transnationales qui exercent des activités dans les pays en développement. Il y a d'importants enseignements à tirer d'une étude réalisée en commun par la CEA et la CEE et visant à rechercher les moyens d'amener les sociétés transnationales ayant des activités en Afrique à jouer un rôle plus constructif dans le développement de la région.

CTPD et CEPD : aspects conceptuels et institutionnels

31. Il ressort à l'évidence des projets proposés et des considérations d'ordre général que la coopération technique entre pays en développement (CTPD) est pratiquement indissociable de la coopération économique entre pays en développement (CEPD). On peut certes soutenir que les deux concepts sont théoriquement distincts, mais en fait, dans de nombreuses résolutions sur la coopération internationale, aucune distinction n'est faite entre les deux. Aux fins de définir des politiques, il vaut probablement mieux qu'il en soit ainsi, car il n'y a guère de différence entre la coopération technique et la coopération économique.

32. En dépit de cela, et plus peut-être du fait du hasard que d'une volonté délibérée, on a eu tendance, dans le système des Nations Unies, à traiter séparément la CTPD et la CEPD. A l'Assemblée générale, la CTPD et la CEPD ont fait l'objet de résolutions distinctes. La résolution 3251(XXIX), adoptée à la vingt-neuvième session a trait à la première de ces formes de coopération, cependant que la résolution 31/119, adoptée à la trente et unième session, porte sur la deuxième. Institutionnellement, un organisme des Nations Unies (le PNUD) est responsable de la CTPD, tandis qu'un autre (la CNUCED) s'occupe de la CEPD. Alors que le PNUD a un Groupe spécial de la CTPD, la CNUCED

a une Division de la CEPD. Il existe une Equipe de travail interinstitutions pour la CEPD à Genève tout comme il en existe une pour la CTPD à New York. Une Conférence mondiale sur la CEPD, qui a eu un grand retentissement, s'est tenue à Mexico en septembre 1976 et a adopté un Plan d'action, cependant qu'une Conférence mondiale sur la CTPD, dont le retentissement a été aussi important, a eu lieu à Buenos Aires en août-septembre 1978 et a également adopté un Plan d'action.

33. Il semblerait qu'en matière de CTPD et de CEPD, une double évolution parallèle se soit produite dans le système des Nations Unies, tant sur le plan des concepts que sur celui des institutions. Au premier abord, on pourrait penser qu'une telle situation risque d'entraîner des doubles emplois inutiles. Toutefois, le fait qu'il puisse y avoir, et qu'il y ait d'ailleurs souvent, des chevauchements entre la CTPD et la CEPD ne signifie pas automatiquement qu'il existe des doubles emplois inéconomi-ques même si une telle éventualité ne saurait être écartée. Les avis sur ce point restent partagés. A la Conférence de Buenos Aires, plusieurs délégations ont considéré que la CTPD et la CEPD étaient interdépendantes et se renforçaient mutuellement, cependant que d'autres ont considéré qu'il fallait continuer à faire la distinction entre les deux, estimant que la coopération économique représentait le but final à atteindre et la coopération technique un des moyens d'y parvenir (voir document A/CONF.79/L.2/Add.3).

34. Si l'on quitte le plan philosophique pour passer sur le plan opérationnel, l'intérêt qu'il y a à établir une distinction entre CTPD et CEPD devient beaucoup plus douteux. Dans les ministères et dans les organismes internationaux, ces deux aspects de la coopération sont étudiés en même temps et traités par les mêmes fonctionnaires. Il est souvent impossible d'établir une distinction entre les projets de coopération économique et les projets de coopération technique dans la mesure où les projets de coopération économique qui ne comportent pas un élément important de coopération technique sont rares, voire inexistants, de même qu'il n'existe pas de projet de coopération technique dont la réussite ne contribuerait pas à faire avancer la cause de la coopération économique. En dernière analyse, la coopération est indivisible et le fait de la qualifier d'"économique", de "technique", de "scientifique" ou de "culturelle" sert uniquement à la caractériser de façon commode sans nuire à l'unité fondamentale du concept.

35. Ces considérations signifient qu'au niveau des institutions, il n'est pas nécessaire de procéder à un examen critique de la question de savoir si la délimitation des responsabilités pratiques au sein du système des Nations Unies en ce qui concerne la CTPD et la CEPD est souhaitable. Il ne suffit pas que la CNUCED, dans le domaine de la CEPD, et le PNUD, dans celui de la CTPD, sachent quel est leur rôle et s'acquittent des responsabilités qui leur incombent, ni que les gouvernements et les organisations internationales comprennent où finit la CTPD et où commence la CEPD. Même si l'on pouvait faire en sorte que chaque projet de coopération entre très exactement dans le cadre conceptuel correspondant, ce qui serait une prétention assez ambitieuse, des problèmes opérationnels continueraient de se poser en raison d'une coordination insuffisante au stade de l'exécution, en particulier à l'échelon national. C'est ainsi que les projets de CEPD émanant de la CNUCED sont habituellement coordonnés par les ministères du commerce, tandis que les projets de CTPD le sont souvent par les

ministères de la planification ou, le cas échéant, par les ministères de la coopération technique. Lorsqu'il existe une coordination appropriée entre les divers départements ministériels et qu'il y a un cadre important de fonctionnaires qualifiés, la mise en oeuvre et l'harmonisation de politiques nationales orientées vers la CTPD et la CEPD ne devrait poser aucun problème sérieux, mais peu de pays ont les moyens de viser aussi haut. L'image qu'offre la réalité est plutôt celle d'un petit nombre de hauts fonctionnaires surchargés de travail et insuffisamment informés qui se précipitent d'une conférence à l'autre, sans guère avoir le temps de procéder à des consultations interministérielles. Ainsi, des fonctionnaires d'un ministère peuvent assister à une réunion sur la CTPD pendant que certains de leurs collègues, appartenant à d'autres ministères, assistent à une réunion sur la CEPD, sans qu'il y ait eu au préalable de coordination ou de consultations. On laisse entendre que ce problème est peut-être en partie le reflet de la structure institutionnelle de l'Organisation des Nations Unies où la CTPD et la CEPD relèvent d'autorités différentes et sont considérées comme si elles n'étaient pas aussi étroitement liées qu'elles le sont en réalité. On peut penser que les modifications de structure au sein du système des Nations Unies permettraient d'atténuer le problème au niveau national. Plus précisément, si les activités de CTPD et de CEPD étaient regroupées dans un même cadre institutionnel, au lieu d'être organisées, les unes depuis Genève, les autres depuis New York, et si les projets de CTPD et de CEPD n'étaient confiés qu'à un seul organisme national, la coordination et l'exécution de ces projets à l'échelon national y gagneraient beaucoup en efficacité. Dans cette hypothèse, il peut être utile, dans l'intérêt des Etats membres, d'envisager sérieusement la possibilité de fusionner les institutions actuelles de CTPD et de CEPD au niveau de l'Organisation des Nations Unies avant que ces deux "empires" naissants n'aient des racines trop profondes.

Financement

36. Pour pouvoir mettre en oeuvre le programme interrégional de CTPD et de CEPD proposé, la CEA et les autres commissions régionales devront disposer de ressources adéquates. Les sources de financement seront notamment les suivantes :

- a) Les fonds fournis par les gouvernements des pays africains et les gouvernements des pays d'autres régions;
- b) Le Programme des Nations Unies pour le développement;
- c) Les crédits ouverts au budget des commissions régionales;
- d) Les contributions volontaires versées par les pays qui en ont les moyens; et
- e) Les contributions volontaires versées par les pays développés.